ACTION URGENTE

IRAN. LIBÉREZ UNE DÉFENSEURE DES DROITS HUMAINS

La défenseure iranienne des droits humains Narges Mohammadi a été arrêtée le 5 mai dernier. Elle est jugée pour des charges liées à ses activités militantes. Cette femme est une prisonnière d'opinion.

Dans la matinée du 5 mai 2015, la défenseure des droits humains **Narges Mohammadi** a été appréhendée à son domicile après que des agents de sécurité ont menacé de fracasser la porte d'entrée si elle n'ouvrait pas. Elle a ensuite été conduite à la prison d'Evin à Téhéran. Deux jours avant, cette femme s'était rendue à la première audience de son procès devant la 15e chambre du Tribunal révolutionnaire de Téhéran. Elle est accusée d'infractions liées à la sécurité nationale, telles que « diffusion de propagande contre le système » et « rassemblement et collusion contre la sécurité nationale ». Avant son arrestation, Narges Mohammadi a confié à Amnesty International que les charges retenues contre elle étaient uniquement dues à ses activités militantes. Ainsi, elle a accordé des entretiens à des médias, elle s'est rendue devant des prisons avant des exécutions pour soutenir les familles des condamnés, elle entretient des rapports avec d'autres défenseurs des droits humains comme le prix Nobel de la paix Shirin Ebadi, et elle a rencontré Catherine Ashton, alors Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, en mars 2014. Ses avocats n'ont pas été autorisés à consulter le dossier de l'affaire avant le début du procès.

Narges Mohammadi est également accusée d'« appartenance à une organisation illégale visant à nuire à la sécurité nationale » pour avoir fondé Pas à pas contre la peine peine de mort, groupe de militants qui fait compagne contre la peine capitale en Iran.

Cette femme a déjà été emprisonnée en avril 2012 puis libérée en juillet de la même année après avoir bénéficié d'une permission de sortie provisoire pour pouvoir obtenir un traitement contre une pathologie exacerbée par sa détention (elle souffre de crises et de pertes de vue temporaires). On ignore si son arrestation est liée à cette précédente affaire ou seulement aux nouvelles charges retenues contre elle.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en persan, en anglais, en arabe ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités à libérer Narges Mohammadi immédiatement et sans condition car elle est détenue uniquement pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression, d'association et de réunion ;
- en attendant, engagez-les à lui permettre de recevoir régulièrement la visite de sa famille et de ses avocats, et de bénéficier des soins médicaux nécessaires, y compris un traitement spécialisé en dehors de la prison.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 16 JUIN 2015 À :

Guide suprême de l'Iran
Ayatollah Sayed 'Ali Khamenei
The Office of the Supreme Leader
Islamic Republic Street – End of Shahid
Keshvar Doust Street, Tehran, Iran
Courriel :
http://www.leader.ir/langs/en/index.php?p=suggest
Twitter : @khamenei_ir
Formule d'appel : *Your Excellency*, /
Excellence,

Responsable du pouvoir judiciaire
Ayatollah Sadegh Larijani
c/o Public Relations Office
Number 4, 2 Azizi Street intersection
Tehran, Iran
Formule d'appel : *Your Excellency*, /
Excellence,

Copies à :
Président de l'Iran
Hassan Rouhani
The Presidency
Pasteur Street, Pasteur Square
Tehran, Iran
Twitter : @HassanRouhani (en anglais) ou @Rouhani_ir (en persan)

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Iran dans votre pays (adresse/s à compléter) :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

ACTION URGENTE

IRAN. LIBÉREZ UNE DÉFENSEURE DES DROITS HUMAINS

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Lors de la première audience du procès de Narges Mohammadi, qui s'est déroulée le 3 mai 2015, les avocats de la défense ont indiqué aux juges qu'ils ne pouvaient pas faire leur plaidoirie car ils n'avaient pas eu accès aux documents de l'affaire. Ils devaient revenir au tribunal deux jours plus tard pour étudier le dossier. Narges Mohammadi a confié à Amnesty International que le juge l'avait accusée de s'opposer à l'islam en raison de sa lutte contre la peine de mort.

Cette femme a été convoquée le 30 mai et le 8 novembre 2014 devant la 2e chambre du bureau du procureur pour évoquer l'affaire actuelle. Lorsqu'elle s'est présentée là-bas le 1er juin, elle a été détenue pour une courte période puis libérée en échange d'une caution d'un milliard de rials (soit environ 30 000 euros).

Narges Mohammadi, qui est la présidente exécutive du Centre pour les défenseurs des droits humains (CHRD), a été arrêtée pour la première fois le 10 juin 2010 chez elle à Téhéran. On ignorait où elle se trouvait pendant plusieurs semaines. Elle a finalement été relâchée le 1er juillet 2010. Cette femme faisait l'objet de harcèlement de la part des autorités iraniennes en raison de son militantisme. En 2009, les autorités lui ont interdit de quitter le pays alors qu'elle se rendait à une conférence au Guatemala, organisée par la Nobel Women's Initiative, où elle devait faire un discours sur le rôle des femmes et la démocratie en Iran. Elle a également été convoquée à plusieurs reprises au tribunal pour y être interrogée et on lui a dit de cesser de travailler avec le CHRD et de ne plus contacter Shirin Ebadi.

Au fil des années, le travail de Narges Mohammadi a été récompensé dans plusieurs pays. En juillet 2009, la militante n'a pas pu se rendre en Italie pour récupérer le Prix international Alexander Langer, remis par la Fondation Alexander Langer, ONG qui promeut et défend les droits civils. Sa collègue Shirin Ebadi a reçu le prix en son nom. Outre ses activités au CHRD, Narges Mohammadi a cofondé le Comité pour la fin des exécutions de mineurs, le Conseil national pour la paix – qui vise à apaiser les tensions internationales suscitées par la politique nucléaire de l'Iran – et le Comité pour la défense des élections libres, saines et équitables.

À l'occasion de la Journée internationale de la femme le 8 mars 2014, et alors qu'elle était en visite en Iran, Catherine Ashton, qui avait été invitée par le ministre des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif, a rencontré un groupe de défenseures des droits humains, dont Narges Mohammadi. Cette réunion a été critiquée par les autorités iraniennes, notamment les parlementaires conservateurs, qui se sont plaints auprès de l'ambassade autrichienne à Téhéran, qui avait arrangé et accueilli l'événement.

Le 3 mars dernier, Narges Mohammadi a rejoint les familles de six condamnés à mort pour une veillée devant la prison de Rajai Shahr à Karaj, au nord-ouest de Téhéran, dans le but d'interrompre l'exécution de ces hommes. Hamed Ahmadi, Jahangir Dehghani, Jamshid Dehghani, Kamal Molaee, Hadi Hosseini et Sediq Mohammadi ont néanmoins été mis à mort le lendemain. Le 25 janvier, Narges Mohammadi a été brièvement détenue et n'a donc pas pu rencontrer la vice-présidente allemande Claudia Roth, qui était alors en visite à Téhéran. À son retour en Allemagne, cette dernière a indiqué au service de presse en persan de Deutsche Welle : « Nous nous sommes rendus compte qu'il y avait des agents de sécurité partout... Nous n'avons pas pu nous entretenir avec les défenseurs des droits humains. »

Nom : Narges Mohammadi
Femme

AU 105/15, MDE 13/1612/2015 7 mai 2015